



# Journée Régionale Méthanisation pour les institutionnels

**10 décembre 2019**

**Montbrison**

© Michel Pérès/Auvergne-Rhône-Alpes Méthamoly



**Auvergne Rhône-Alpes**  
Énergie Environnement

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Arrêtés tarifaires actuels

### Injection :

**Tarifs en obligation d'achat en guichet ouvert :**

*arrêté du 23 novembre 2011*

**75 à 120 €/MWh – moyenne 102€/MWh en 2018 - Prix de gros du gaz : 23 €/MWh**

### Cogénération :

**Tarifs en obligation d'achat en guichet ouvert :**

*arrêté du 13 décembre 2016*

**150 à 225 €/MWh – Prix de gros de l'électricité : 43 €/MWh**

**=> Tarifs d'achat 3 à 5 fois le prix du marché**



# Contexte national de développement de la méthanisation

## Enjeux pour les années à venir :

**Concilier augmentation de la production de biométhane ET maîtrise du coût de l'accompagnement de la filière via les tarifs d'achat**

## Moyens :

**≈ 800 Millions d'€ / an sur 10 ans**

**Via le compte d'affectation spéciale « transition énergétique » alimenté par la TICPE**

## Objectifs de production en 2028 :

**en injection :  
14 à 22 TWh**

**en cogénération :  
3-4 TWh**



# Contexte national de développement de la méthanisation

## Cogénération :

Maintien du dispositif actuel : OA en guichet ouvert

## Injection :

### Révision en cours du dispositif actuel :

Maintien de l'**OA en guichet ouvert** en deçà d'un seuil restant à définir  
+ révision des tarifs/coûts de production actualisés

Mise en place d'un dispositif d'**appel d'offres** au-delà du seuil  
Production appelée : 2 x 350 GWh/an

**Prix cibles pour concilier accompagnement de la filière et maîtrise de la mobilisation du CAS TE :**

**Obligation d'achat : 87€/MWh en 2023 – 80€/MWh en 2028**

**Appel d'Offres : 67€/MWh en 2023 – 60€/MWh en 2028**

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Dispositif pour le gaz « porté »

- *Dispositif pour les installations de production de biométhane injectant en un point mutualisé après un transport routier*
- *Depuis le 30 avril 2019 => 31 décembre 2020 :*
- *Tarif de chaque producteur calculé à partir du débit au point de production et non à partir du débit cumulé au point d'injection mutualisé*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « énergie - climat »

### Garanties d'origines

- *Mécanisme actuel : GO négociées entre producteur et acheteur de biométhane en supplément du tarif d'achat*
- *L'article 50 prévoit :*
  - *l'impossibilité de cumuler tarif d'achat et recette de la vente de GO émises au bénéfice du producteur*
  - *que les GO non émises pour le producteur seront émises au bénéfice de l'État puis seront vendues aux enchères, idem filière électrique*
  - *la possibilité de transférer gratuitement des GO d'une installation à la commune d'implantation pour attester de la provenance de sa propre consommation*

# Contexte national de développement de la méthanisation



## Loi « énergie - climat »

### Financement participatif

- *Acceptabilité locale = enjeux pour le développement de la filière*
- *Financement participatif = un des outils facilitateurs*
- *L'article 50 vise à faciliter le recours à l'investissement participatif dans les projets :*

*Possibilité de participer au capital ou au financement d'un projet aux personnes physiques résidants à proximité et aux collectivités territoriales*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « énergie - climat »

### Contrat d'expérimentation

- *Article 33 permet de recourir à un appel à projet pour sélectionner des projets de production de biométhane utilisant des technologies innovantes*
- *Délivrance de conditions d'achat de biométhane fixées au cas par cas*
- *Modalités de mise en œuvre de ce mécanisme à venir*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « énergie - climat »

### Bilan carbone

- *Article 30 : Prise en compte du bilan carbone des projets parmi les critères d'éligibilité ou de notation dans les dispositifs de soutien*
- *Prise en compte des GES de la fabrication au démantèlement de l'installation de production*
- *Modalités de mise en œuvre à venir*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « orientation des mobilités »



- *Prévoit un dispositif pour encourager la production de bioGNV*
- *Création d'un complément de rémunération accordé après appel d'offres ou appel à projets aux producteurs de biométhane non injecté dans les réseaux de gaz*
- *Sélection des projets sur leur performance et leur caractère vertueux*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

*Instauration le 01/11/2018 du principe du « droit à l'injection »*

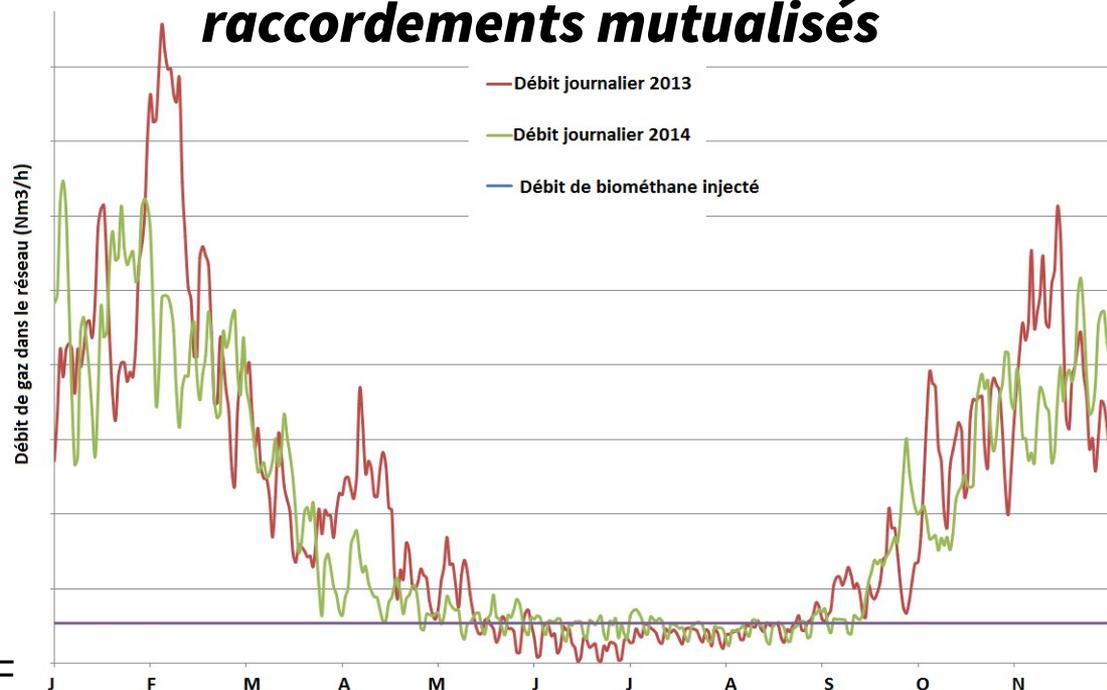
« Lorsqu'une **installation de production de biogaz** est **située à proximité d'un réseau de gaz naturel**, les gestionnaires des réseaux effectuent les **renforcements** nécessaires pour permettre le **raccordement** de cette installation aux réseaux, dans les **conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique** des investissements **définies par décret** »

*Conditions d'application énoncées dans un décret et un arrêté du 28 juin 2019 et par délibération de la CRE du 14 novembre 2019*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

**Objectif : faciliter le raccordement des projets, en établissant les règles de réalisation et de financement des renforcements et raccordements mutualisés**



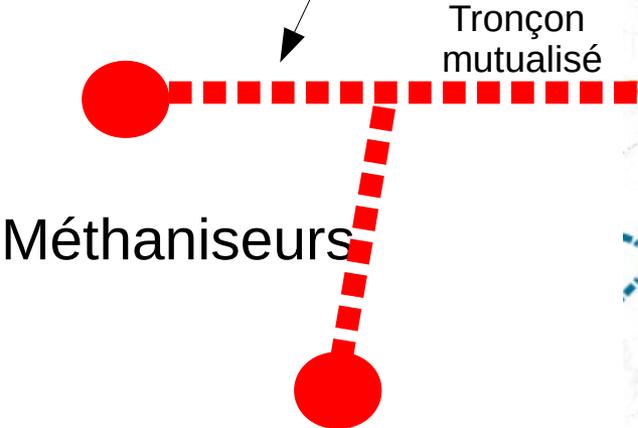
Graphique : source GRDF

# Contexte national de développement de la méthanisation

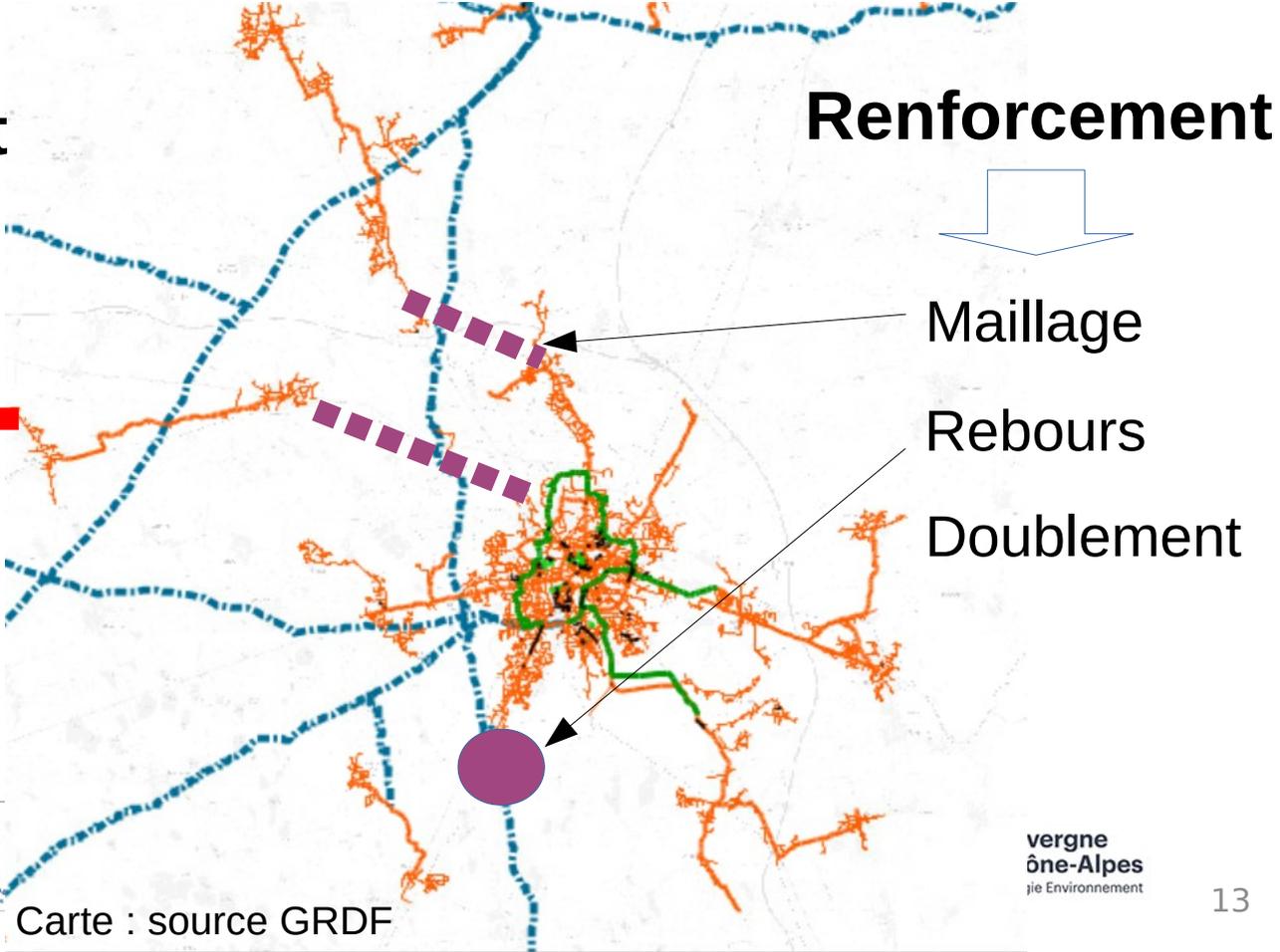
## Loi « égalim » : le droit à l'injection

### Définitions

### Raccordement



### Renforcement



# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

**1/ Définition zonage :**  
env 6km autour des réseaux

**2/ Calcul débit probabilisé :**  
Volume = 650 Nm<sup>3</sup>/h

**3/ Investissements de renforcement:**

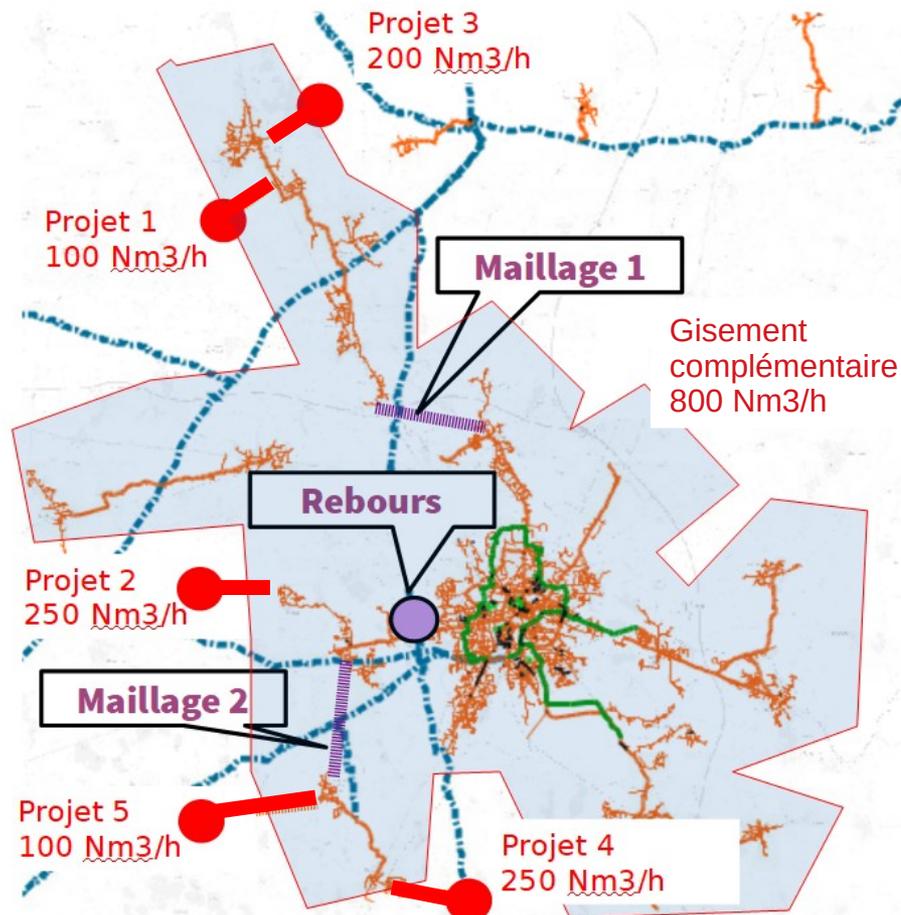
1. Maillage 1 = 250 k€
  2. Maillage 2 = 250 k€
  3. Rebours = 2 500 k€
- Total Investissement = 3 000 k€

**Investissements / Volume**

= I/V

= 3 000 000€ / 650 m<sup>3</sup>/h

= 4 600 €/Nm<sup>3</sup>/h



Carte : source GRDF

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

**Si  $I/V < 4700 \text{ € / Nm}^3/h$**

=> prise en charge : gestionnaires de réseaux

**Si  $I/V > 4700 \text{ € / Nm}^3/h$**

=> prise en charge : par gestionnaires de réseaux jusqu'à 4700€/Nm<sup>3</sup>/h

Au delà : par les producteurs et ou par des tiers (syndicats d'énergie, collectivités...)

**Investissements annuels maximums** des gestionnaires de réseaux pour les renforcements :

**2 %** du CA des gestionnaires de réseau de **transport**

**0,4 %** du CA des gestionnaires de réseau de **distribution**

# Contexte national de développement de la méthanisation

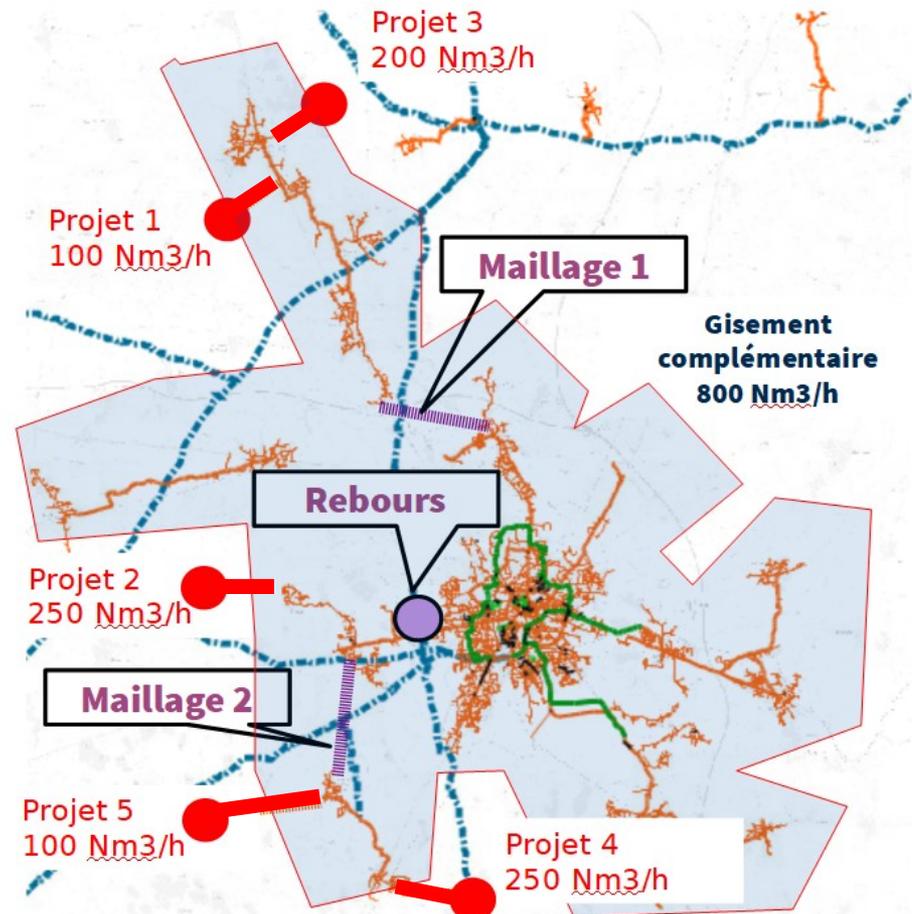
## Loi « égalim » : le droit à l'injection

**IMPORTANT**

**Schéma de raccordement  
PRESCRIPTIF**

**Schéma validé par la CRE**

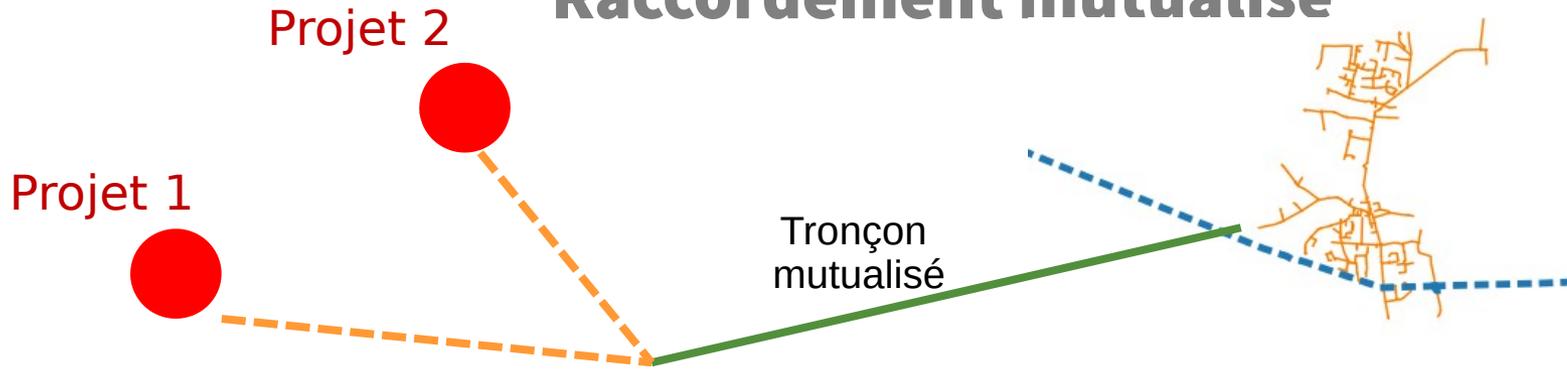
**Il définit le mode de  
raccordement le +  
pertinent pour la  
collectivité des futurs  
projets de la zone**



# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

### Raccordement mutualisé



### Principes :

*Chaque projet ne supporte que la quote-part de raccordement qui lui incombe*

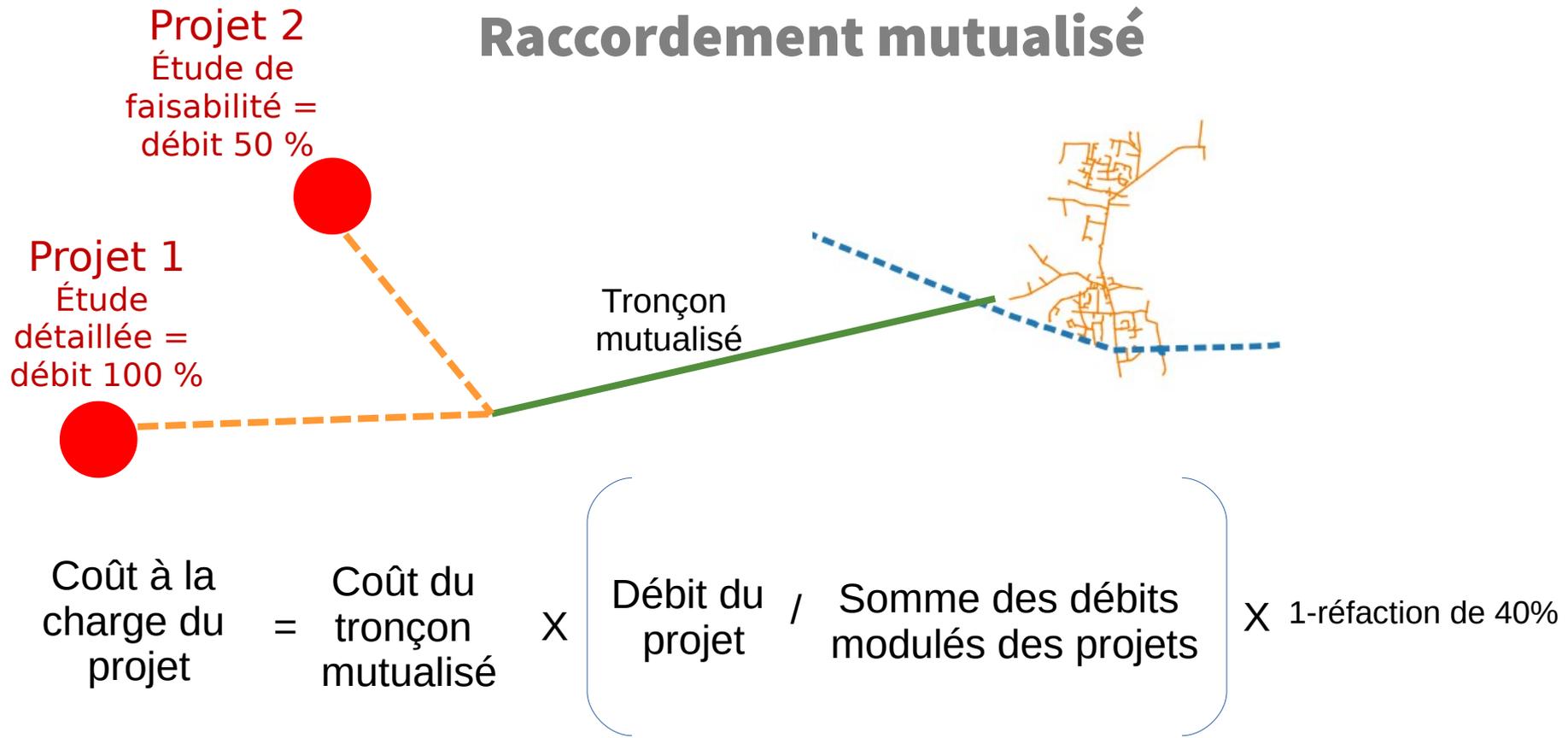
*Prise en compte uniquement des projets au stade étude détaillée ou de faisabilité*

*Projets en étude détaillée doivent représenter au moins 1/3 de la capacité d'injection pour appliquer la mutualisation*

# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

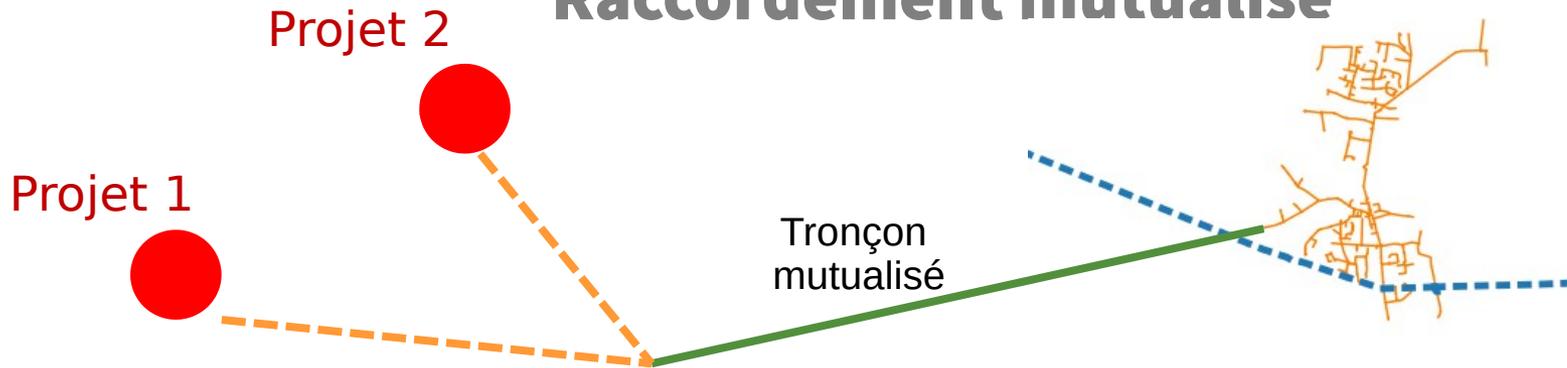
### Raccordement mutualisé



# Contexte national de développement de la méthanisation

## Loi « égalim » : le droit à l'injection

### Raccordement mutualisé



### **Evolution de la répartition des coûts du tronçon mutualisé dans le temps :**

*Avant la réalisation des travaux : le calcul est réactualisé à chaque nouveau projet concerné*

*Durant les 5 années suivant les travaux : les projets se voient attribuer la quote-part restante*

*Passé 5 ans après les travaux : tronçon réputé remboursé, il n'y a plus de quote-part attribuées aux nouveaux projets*

# Contexte national de développement de la méthanisation



MERCI